

Le budget—Mme Clancy

dent si les leçons de musique ne deviendront pas un luxe qu'ils ne pourront plus offrir à leurs enfants.

Au centre-ville d'Halifax, dans ma circonscription, on trouve beaucoup de petits restaurants où les travailleurs peuvent manger pour moins de 5\$. La taxe de vente ne leur permettra plus de le faire. Les restaurateurs d'Halifax ont raison d'avoir peur.

Les travailleurs à revenu moyen d'Halifax tiennent bon malgré tout, mais la vie est de plus en plus difficile pour les mères qui n'ont pas de garderies, les personnes âgées qui craignent de perdre une partie de leurs revenus de retraite et les voyageurs—surtout des personnes âgées et des étudiants—qui risquent d'être privés de leur mode de transport favori.

Les universités de la Nouvelle-Écosse aussi sont fières de leurs traditions. Elles ont fourni pendant des générations des enseignants, des avocats, des médecins et des douzaines d'autres leaders communautaires au pays et au monde. Aujourd'hui, les administrations, le personnel enseignant et les étudiants des universités manquent de fonds. Comment le gouvernement répond-il à ce besoin? En offrant de l'aide? Non. En réduisant encore plus les fonds!

• (1540)

La possibilité de faire des études supérieures et de vivre une vie meilleure est une puissante motivation pour les gens de la Nouvelle-Écosse, qu'ils travaillent dans les mines de charbon, comme pêcheurs, débardeurs ou agriculteurs. La diminution des services liée aux réductions imposées à nos universités est peut-être la plus scandaleuse de toutes parce qu'elle force les gens à renoncer à leurs rêves et à leurs espoirs pour l'avenir. C'est impardonnable.

Les étudiants voient leurs universités fondre autour d'eux parce que le financement des programmes établis diminue. C'est honteux!

Les activités culturelles subissent le même sort. L'unité culturelle forgée par Radio-Canada est menacée parce que la société est privée de fonds.

Les soins médicaux sont menacés, la défense est décimée. De petites villes comme Summerside et Barrington reçoivent des coups mortels et de grands centres comme Sydney ne sont pas épargnés.

Les impôts ne cessent d'augmenter. Pourquoi? Pour réduire un déficit qui ne méritait même pas qu'on en parle dans la dernière campagne électorale.

Ce budget monstrueux écrase tous les Canadiens, mais le déficit est à peine réduit. Mes électeurs comprennent qu'il faut faire des sacrifices pour éviter que la dette ne nuise à l'avenir de leurs enfants. Ce qui fait le plus mal, c'est d'avoir à se serrer la ceinture et de constater que le déficit n'est pas réduit pour autant.

Mes électeurs, voire la forte majorité des Canadiens de l'Atlantique, ont une confiance sincère et profonde dans leur pays: à preuve, ils ont rejeté l'entente commerciale de Reagan. Ce budget leur cause des soucis et des inquiétudes parce qu'il s'attaque ouvertement aux institutions canadiennes sur lesquelles ils comptent depuis des années. Ils croient mériter plus qu'un gouvernement dur et sans cœur qui semble attaquer sans raison. Ils croient que ce budget est une étape de plus dans la descente vers le champ de jeu nivelé où l'on affrontera les États-Unis. Le problème, c'est que le champ de jeu nivelé de l'un est le cimetière de l'autre.

M. Andre: D'abord, monsieur le Président, je félicite la députée de Halifax (M^{me} Clancy) pour son discours. J'ignore si c'est son premier discours aux Communes—est-ce bien le cas? Elle fait signe que oui. Je la félicite. Comme premier discours, c'était excellent.

Toutefois, elle n'a fait que critiquer le budget. Ça va, car c'est le thème du débat. Elle a critiqué presque toutes les compressions budgétaires et n'a rien eu de bon à dire à ce sujet. Elle les a toutes critiquées, laissant entendre que le gouvernement n'aurait pas dû les faire.

Elle a aussi critiqué les recettes prévues au budget, en ce sens que les taxes sont déjà trop élevées et que le gouvernement n'aurait pas dû les augmenter.

D'après elle, la réduction du déficit n'est pas assez forte pour justifier les compressions budgétaires proposées et la hausse des recettes. Voici ce qui m'embête dans son raisonnement: si le gouvernement n'avait pas coupé les dépenses ni haussé les impôts, d'après les calculs du ministère des Finances, le déficit serait de 36,5 milliards au lieu des 30,5 milliards prévus.

Elle s'est dite opposée aux compressions budgétaires. Elle a contesté aussi les hausses d'impôt. Et pourtant, le déficit semble l'inquiéter. Sans compressions budgétaires ni hausses d'impôt, le déficit va atteindre 36 milliards et demi de dollars. Je me demande si elle pourrait me dire ce qu'elle considère comme un déficit acceptable. Trente-six milliards ou 40 milliards de dollars? Devrions-nous dépenser davantage?